Burundi : annulation d'un contrat controversé avec une société américaine

Source AFP Le Burundi et la société américaine AAE Systems ont signé le 7 janvier un acte de renonciation d'un contrat controversé d'équipements de communication portant sur plus de 500 millions de dollars et annoncé par la principale organisation de lutte contre la corruption du pays. Cet acte de renonciation a été signé par le ministre burundais du Plan, Pierre Mupira, et par le directeur général de AAE Systems, Bryan Jones, le 7 janvier. L'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) a annoncé que le gouvernement du Burundi et la société américaine AAE Systems Inc ont signé un acte de renonciation au contrat d'achats de produits et services (en date) du 20 mars 2010 pour une valeur de plus de 500 millions de dollars, a annoncé mardi son président, Gabriel Rufyiri. « Nous nous réjouissons de cet acte de renonciation car ce contrat signé dans l'illégalité était l'origine du plus grand scandale politico-financier de l'histoire du Burundi », a-t-il poursuivi, rappelant que le contrat portait sur « une somme colossale qui dépasse les recettes de l'Etat en 2010 ». « L'Olucome exige que des sanctions soient prises contre la personne qui a signé ce contrat », a martelé M. Rufyiri. Le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, n'a pas voulu faire de commentaires mardi, que ce dossier concerne la sécurité et n'a pas été discuté au Conseil des ministres. Ce contrat avait été signé par le ministre de la Planification alors en fonction, Tabu Abdallah Manirakiza, devenu conseiller principal du président burundais Pierre Nkurunziza en charge des questions économiques. L'Olucome avait annoncé le 24 décembre ce contrat portant sur la fourniture de plusieurs systèmes de communication pour la présidence, les provinces, l'armée et l'aéroport de Bujumbura. Selon M. Rufyiri, ce contrat a été conclu en violation de la loi sur les marchés publics. Selon des sources diplomatiques à Bujumbura, « ce contrat a été annulé à cause des pressions de la communauté internationale et du FMI, qui ont bloqué plusieurs millions de dollars d'aide budgétaires ».